

TERRORISME D'ÉTAT

1980 : carnage à Bologne, 85 morts



L'émotion que suscitent des attentats meurtriers est mauvaise conseillère. Dans les précédents historiques qui ont endeuillé l'Europe, comme à Bologne (1980) ou Moscou (1999), les revendications étaient fausses et les coupables, trop rapidement désignés, n'étaient pas les bons. Dans ce type d'enquête, toutes les hypothèses doivent être envisagées y compris la plus pénible : celle de la « stratégie de la tension ». Dans l'exemple italien, il s'agissait pour une partie de l'appareil d'État, soutenue par l'OTAN, de dresser la population contre les communistes. Aujourd'hui, on ne brandit plus « le péril rouge », mais le « danger islamique ». Rien ne permet pour autant de privilégier cette piste.

page 2

Garder son sens critique face à la barbarie

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Sans préjuger de sa responsabilité dans les attentats de Madrid, Javier Marias condamne l'ETA pour ses crimes passés dans une tribune publié par quatre quotidiens. Face à la barbarie, la raison s'efface devant l'esprit de vengeance. C'est d'ailleurs précisément ce que souhaite provoquer ceux qui font usage du terrorisme. Car le propre des conflits qui se transforment en guerres, c'est de contraindre les acteurs à choisir leur camp, sans aucune place pour les nuances.

page 7

REPÈRE : 15 MARS 1843

« Voilà comment il faut faire la guerre aux Arabes »

Officier durant la conquête de l'Algérie, le lieutenant-colonel de Montagnac écrit à Philippeville le 15 mars 1843 : « *Toutes les populations qui n'acceptent pas nos conditions doivent être rasées. Tout doit être pris, saccagé, sans distinction d'âge ni de sexe : l'herbe ne doit plus pousser où l'armée française a mis le pied. Qui veut la fin veut les moyens, quoiqu'en disent nos philanthropes. Tous les bons militaires que j'ai l'honneur de commander sont prévenus par moi-même que s'il leur arrive de m'amener un Arabe vivant, ils recevront une volée de coups de plat de sabre. [...] Voilà, mon brave ami, comment il faut faire la guerre aux Arabes : tuer tous les hommes jusqu'à l'âge de quinze ans, prendre toutes les femmes et les enfants, en charger les bâtiments, les envoyer aux îles Marquises ou ailleurs. En un mot, anéantir tout ce qui ne rampera pas à nos pieds comme des chiens.* » (Source : [Calendrier des crimes de la France outre-mer](#)) ■



UNE BOÎTE NOIRE, PAS DE PANDORE

En clôturant l'instruction de l'attentat contre l'avion des présidents du Rwanda et du Burundi, en 1994, le juge Bruguière a souligné la faible coopération judiciaire de l'ONU, laissant entendre qu'elle couvrait les coupables. L'accusation est d'autant plus grave que l'attentat ayant marqué le début du génocide, les commanditaires sont aussi responsables du massacre qui suivit. Le magistrat déplore que l'ONU ne lui ait pas transmis la boîte noire de l'appareil. Or, une boîte noire est utile pour déterminer si la chute d'un avion est due à une défaillance humaine ou mécanique, ou encore à un attentat. Mais ce point n'est pas discuté. Elle ne peut pas aider à identifier les individus qui ont tiré les deux missiles, ni leurs commanditaires. Depuis dix ans, les membres du Conseil de sécurité se renvoient la responsabilité du génocide des Tutsis ou tentent de le relativiser au regard des massacres de rétorsion dont les Hutus furent victimes. Cependant, la rétention de la boîte noire par l'ONU n'est pas une preuve de l'innocence des autorités françaises dont le juge Bruguière s'est convaincu. ■

Terrorisme d'État

1980 : carnage à Bologne, 85 morts

L'émotion que suscitent des attentats meurtriers est mauvaise conseillère. Dans les précédents historiques qui ont endeuillé l'Europe, comme à Bologne (1980) ou Moscou (1999), les revendications étaient fausses et les coupables, trop rapidement désignés, n'étaient pas les bons. Dans ce type d'enquête, toutes les hypothèses doivent être envisagées y compris la plus pénible : celle de la « stratégie de la tension ». Dans l'exemple italien, il s'agissait pour une partie de l'appareil d'État, soutenue par l'OTAN, de dresser la population contre les communistes. Aujourd'hui, on ne brandit plus « le péril rouge », mais le « danger islamique ». Rien ne permet pour autant de privilégier cette piste.



Les bombes de Madrid venaient juste d'exploser, le 11 mars 2004, que le ministre de l'Intérieur espagnol, avant même le début de l'enquête, désignait déjà les coupables : l'organisation indépendantiste basque ETA. Quelques heures plus tard, d'autres voix autorisées évoquaient la piste Al Qaïda. Interrompant leurs émissions pour se consacrer à l'information continue, les grandes chaînes de télévision européennes extrapolaient alors les diverses conséquences possibles de ces deux hypothèses. Ce faisant, les uns et les autres cédaient à l'intention des commanditaires : ils perdaient leur sang-froid et se laissaient submerger par leurs émotions. Les commentaires entendus depuis ne nous apprennent rien sur les faits, mais beaucoup sur les préjugés de ceux qui

les commentent.

Précédents historiques

La fonction du journaliste doit être ici d'analyser l'événement au regard de sa logique interne, du mode opératoire choisi, des cibles visées, des enjeux qu'il représente. Pour cela, il s'appuie notamment sur l'étude comparative des précédents historique. Ainsi, attribuer une opération de cette importance à un groupe basque uniquement parce qu'elle a lieu en Espagne est un peu léger. Nous devons nous souvenir que les attentats les plus meurtriers en Europe depuis soixante ans, ceux de Moscou (250 morts en septembre 1999) et celui de Bologne (85 morts en 1980), furent trop rapidement attribués à des opposants fanatiques alors qu'ils relevaient de la « *stratégie de la tension* ». Rien ne permet d'affirmer que ce schéma est applicable aux attentats de Madrid et il ne s'agit pas de nous engouffrer dans cette hypothèse plutôt que dans une autre. Mais aucune piste ne doit être écartée. Pour mieux cerner, celle-là, souvenons-nous à titre d'exemple des événements d'Italie.

Comme dans les attentats de Madrid, c'est une cible ferroviaire qui est visée, le 2 août 1980 : une bombe explose dans la gare de Bologne, faisant 85 morts et plus de 150 blessés. Comme à Madrid, la bombe, posée dans la salle d'attente de seconde classe de la gare, elle-même un nœud ferroviaire pour l'ensemble du pays, en plein mois d'août, visait à tuer un maximum de passants. Ce qui, contrairement à la légende véhiculée par certains de nos confrères spécialisés dans le terrorisme, n'est pas systématiquement le cas de tous les attentats. Enfin, la cible est populaire : Bologne était un bastion du Parti communiste italien comme à Madrid, ce sont des trains de banlieue venus des quartiers ouvriers qui ont été visés.

Dans leur enquête sur l'attentat de Bologne, les juges italiens, forts de leur expérience des années de plomb et du terrorisme orchestré avec la complicité de l'État, se sont rapidement orientés sur la piste de l'extrême droite. Mais il en ont été distraits par des renseignements fournis par les services secrets italiens du général Santovito [1]. Ces informations ont égaré les juges sur une multitude de fausses pistes. Selon les magistrats, dont la version est confirmée par les actes de la Cour de cassation du 23 novembre 1995, « *le SISMI leur a fait parvenir une masse d'informations difficilement vérifiables, afin de les lancer dans des recherches aussi improductives qu'exténuantes* ».

La tragédie de Bologne est l'aboutissement d'une série d'attentats particulièrement meurtriers qui ont secoué l'Italie depuis le début des années 1970. L'un des premiers épisodes survient le 12 décembre 1969. Ce jour là, à Milan, à 16h37, une bombe ravage le hall de la Banque de l'agriculture, tuant 16 personnes et en blessant 88. Quelques minutes auparavant, un employé de la Banque commerciale italienne a trouvé dans les locaux une serviette noire contenant une autre bombe dont le système de mise à feu n'a pas fonctionné. Vingt minutes plus tard, à Rome, un second engin explose dans le passage souterrain de la Banque nationale du travail, faisant seize blessés. A 17h22 et 17h30, deux nouvelles bombes explosent : l'une devant le monument aux morts de la ville de Rome, l'autre à l'entrée du musée du Risorgimento, piazza Venezia. Heureusement, cette dernière vague ne fait que quatre blessés.

Présomption de culpabilité

Ces attentats synchronisés étaient-ils le fait de l'extrême gauche, de l'extrême droite ou d'autres commanditaires ? Les enquêteurs imputent immédiatement la responsabilité des quatre explosions aux anarchistes italiens. Dans un télex envoyé par le ministère italien de l'Intérieur, le 13 décembre 1969, à toutes les polices européennes, les autorités affirment qu'elles « *[dirigent leurs] premiers soupçons vers les cercles anarchisants* ». Dans la foulée, la police perquisitionne le siège de toutes les organisations gauchistes, ainsi que de quelques formations d'extrême-droite en évitant les deux plus importantes, *Ordine Nuovo* et *Avanguardia Nazionale*. La presse embraye sur « *une incroyable campagne contre les extrémistes de gauche* » [2].

L'enquête est d'une rapidité foudroyante : une dizaine d'anarchistes membres des cercles « Bakounine » et du « 22 mars » sont arrêtés, « *de lourdes présomptions* » pesant sur eux d'après les policiers. Ceux-ci se focalisent sur Pietro Valpreda, un anarchiste, danseur de profession. Certains de ces amis ont été arrêtés à la suite des attentats perpétrés à Milan le 25 avril 1969, contre le pavillon Fiat de la Foire de Milan et le bureau de change de la gare centrale. Un témoin miraculeux pour l'accusation, chauffeur de taxi, l'accuse : il s'agit de Cornelio Rolandi qui avouera plus tard à l'avocat de Valpreda que le chef de la police de Milan lui a indiqué qui il devait reconnaître. Membre à la fois du Parti communiste et du MSI, le parti néo-fasciste italien, il meurt l'année suivante d'une « *pneumonie foudroyante sans fièvre* », ajoutant ainsi son nom à la longue liste des morts suspects. Le complice présumé de Valpreda, Giuseppe Pinelli, cheminot anarchiste, est défenestré à l'issue d'un interrogatoire. L'épisode dramatique inspirera au prix Nobel Dario Fo sa célèbre pièce *Mort accidentelle d'un anarchiste*.



Les pistes conduisant à l'extrême-droite, et notamment le rapport du bureau du contre-espionnage italien (S.I.O) sur la participation de Mario Merlino et Stefino Delle Chiaie, figure fasciste bien connue, sont enterrées. Pourtant, comme l'écrit Frédéric Laurent, « *le néo-fascisme est une réalité. Pour ceux qui l'ont étudié, c'est une réalité plus inquiétante que la fantasmagique « internationale terroriste » dont une certaine presse nous peint régulièrement*

le tableau terrifiant, avec ses chefs d'orchestre tout-puissants tirant les ficelles dans l'ombre à Moscou, Tripoli ou Pyongyang » [3].

La stratégie de la tension

Avec le recul, la fin de la Seconde Guerre mondiale semble avoir marqué le véritable début d'un usage répété de méthodes terroristes par les États, afin de déstabiliser leurs propres systèmes démocratiques et de limiter les libertés individuelles. Ainsi, *« loin d'être un acte isolé, le massacre de Milan est le point culminant d'une offensive concertée de déstabilisation du régime parlementaire italien. Cette « stratégie de la tension » comme l'a baptisée un journaliste de l'Observer est exemplaire. Exemplaire parce que, depuis [1968] elle fait de l'Italie un véritable laboratoire de la subversion de droite. Exemplaire aussi parce qu'elle révèle les techniques employées par les hommes de l'extrême droite, les moyens dont ils disposent et le soutien qu'ils peuvent attendre d'une fraction de l'appareil d'État » [4].*

La « stratégie de la tension » peut être définie comme une campagne visant à créer un effondrement de l'ordre et de la loi, et par ricochet une crise de confiance des citoyens vis-à-vis d'un gouvernement démocratiquement élu, créant ainsi les conditions d'une prise de pouvoir par l'armée. Elle peut également simplement permettre de créer une psychose sécuritaire au sein de la population qui se tournera en conséquence vers les formations politiques les plus autoritaires. L'Italie, sous le coup d'une recrudescence de la violence politique des formations d'extrême gauche, mais surtout des néo-fascistes bénéficiant de la bénédiction des autorités [5], adopte une série de dispositions policières et législatives particulièrement attentatoires aux libertés individuelles. C'est le cas de la loi Reale, adoptée le 22 mai 1975, qui *« donne à la police la prépondérance d'exercice sur la magistrature. La police peut perquisitionner et arrêter une personne sans mandat du juge d'instruction, sur seul soupçon. Les interrogatoires ont lieu sans la présence d'avocat, même commis d'office (ce qui viole l'article 3 de la Constitution sur l'égalité devant la loi » [6].* En 1979, le décret-loi Cossiga allonge la durée de détention préventive pour les affaires liées au terrorisme, et autorise les écoutes téléphoniques. Des dispositions similaires ont été réactivées aux États-Unis et dans de nombreux pays alliés depuis le 11 septembre 2001, avec le PATRIOT Act états-unien, les lois anti-terroristes adoptées en Grande-Bretagne, en Allemagne, et au Canada. En France, après l'adoption de la loi Perben II et le renforcement du Plan Vigipirate, la police dispose de pouvoirs d'exception accrus dans le cadre de la lutte contre le terrorisme [7].

Mobiliser l'opinion publique contre un bouc émissaire

Si les exécutants des attentats italiens ont été identifiés, et parfois condamnés, on ignore toujours qui furent exactement les commanditaires. Tout au plus peut-on affirmer que cette stratégie avait été déterminée par les services secrets de l'Alliance atlantique, sans exclure qu'ils aient été débordés par les sous-traitants qu'ils avaient recrutés dans les milieux d'extrême droite, et qu'ils ont été mis en œuvre grâce à la complicité d'agents placés au plus haut niveau de l'État italien. Pour les services de l'OTAN comme pour les néo-fascistes, les

Italiens n'avaient pas conscience du péril rouge et il fallait les faire souffrir pour les dresser contre les communistes. Ce mode de raisonnement n'est pas l'exclusivité des services atlantiques. Les attentats de Moscou survinrent, en 1999, lorsque Vladimir V. Poutine devint Premier ministre. Ils furent attribués aux Tchétchènes. Depuis, des responsables du FSB ont admis qu'ils étaient en réalité l'œuvre d'officiers de leur service qui entendaient contraindre le gouvernement à relancer la guerre et y parvinrent. Quoi qu'il en soit, ce qui distingue ce type d'attentat des autres, c'est qu'il vise à provoquer une réaction émotionnelle forte pour mobiliser l'opinion publique contre un bouc émissaire.

Ces exemples nous incitent à la plus extrême précaution dans la désignation des responsables des attentats de Madrid comme dans la vérification des éventuelles revendications.

[1] Celui-ci est arrivé à la tête du SISMI grâce à la loge P2 dont il est **membre**. En 1981, il est démis de ses fonctions lors du scandale de la loge maçonnique. En 1984, il meurt des suites d'une opération à Florence, mais son décès est considéré comme un assassinat déguisé par des membres de la Commission d'enquête parlementaire sur la P2.

[2] *L'Orchestre noir*, de Frédéric Laurent, Stock, 1978.

[3] *L'Orchestre Noir*, op.cit.

[4] *L'Orchestre Noir*, op.cit.

[5] Sur l'ensemble des attentats qui vont secouer le pays, essentiellement attribués à l'extrême gauche à l'époque (qu'il s'agisse des Brigades Rouges, des anarchistes ou d'autres groupes encore), un rapport du ministère de l'Intérieur de 1981 affirme au final que 67,55 % des violences commises en Italie de 1969 à 1980 sont imputables à l'extrême droite, 26,5 % à l'extrême gauche et 5,95 % à d'autres organisations.

[6] « **Justice « de plomb » en Italie** », par Anne Schimel, *Le Monde Diplomatique*, avril 1998.

[7] Pour un détail des législations adoptées après le 11 septembre, voir *Le Top 15 des États les plus liberticides* par le Collectif Libertés Immuable (Fédération Internationale des ligues des Droits de l'homme, Human Rights Watch, Reporters sans frontières).

Garder son sens critique face à la barbarie

Analyse

Le président Oscar Arias, Prix Nobel de la paix, relativise dans le *Washington Post* les descriptions d'Haïti sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide. Il souligne que les forces armées et la police locales ont terrorisé la population sous les dictatures successives et que le président Aristide est parvenu à dissoudre la première, mais pas à civiliser les agissements de la seconde. Il relève également que la crise économique est la conséquence de sanctions internationales difficilement justifiables à un moment où le pays avait précisément besoin d'aide. Enfin, il rappelle la responsabilité de la France et des Etats-Unis dans les drames précédents et met en garde contre une restauration des forces armées par les rebelles.

L'éditorialiste d'*El País*, Javier Marias, publie simultanément une tribune dans le *New York Times*, *La Repubblica* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Bien qu'il ne préjuge pas des commanditaires, il réagit aux attentats de Madrid pour condamner l'ETA au nom de ses crimes passés. On le voit, face à la barbarie, la raison s'efface devant l'esprit de vengeance. C'est d'ailleurs précisément ce que souhaite provoquer ceux qui font usage du terrorisme, dans quelque pays que ce soit. Car le propre des conflits qui se transforment en guerres, c'est de contraindre les acteurs à choisir leur camp, de manière dichotomique, sans aucune place pour les nuances.

Six intellectuels de la gauche italienne s'indignent dans *Libération* du traitement des « années de plomb » par la presse française. À l'occasion de l'incarcération de Cesare Battisti, ancien militant des Brigades rouges réfugié en France, on a présenté l'Italie de cette période comme très éloignée de la démocratie. Ces intellectuels récusent cette analyse et justifient les décisions de justice à l'encontre des anciens terroristes.

Caricatural, Robert Spencer de l'ultra-conservatrice Free Congress Foundation anime désormais un « observatoire du Jihad ». C'est à ce titre qu'il alerte les lecteurs du *Washington Times* sur les activités des jihadistes sur le territoire des États-Unis. On frémit devant la gravité des accusations : la pratique du paintball, la revente illicite de cigarettes et l'apologie du Hamas.

Le sénateur Richard G. Lugar appelle le gouvernement serbe à se tourner vers l'Occident pour éviter une régression économique et politique. Mais, dans l'*International Herald Tribune*, il conditionne l'aide étrangère à l'appui de Belgrade au Tribunal pénal international (qui ne parvient pas à prouver la responsabilité de Milosevic dans des crimes contre l'humanité) et à accepter le nouveau statut du Kosovo (c'est-à-dire à terme son rattachement à une entité albanaise).

Cette prétention de l'Empire à décider pour le reste du monde se retrouve partout, et prioritairement aujourd'hui dans le monde arabe.

L'ambassadeur saoudien Fouad Sadek Mufti interprète le projet états-unien de « grand Moyen-Orient » comme une nouvelle tentative d'empêcher l'émergence d'un bloc arabe. Il relève dans *Dar Al-Hayat* qu'un tel projet n'a de sens que construit localement et hors de l'occupation sioniste.

Bien qu'elle soit sous contrat du département de la Défense, Bathsheba Crocker ne se prive pas de critiquer la prétendue constitution irakienne. Ce texte, note-t-elle dans le *Los Angeles Times*, n'a de constitution que le nom et ne règle aucun problème. Il permet juste de prolonger le mandat du Conseil de gouvernement provisoire mis en place par la Coalition.

Réseau Voltaire

Oscar Arias



Oscar Arias est ancien président du Costa-Rica et Prix Nobel de la paix en 1987 pour son plan de paix en Amérique centrale. Il est le fondateur de la Fondation Arias pour la paix et le progrès humain.

« Seulement la fanfare militaire »

Source : Washington Post

Référence : « Only the Marching Band », par Oscar Arias, *Washington Post*, 12 mars 2004.

La semaine dernière, le dirigeant rebelle haïtien Guy Philippe a déclaré à Port au Prince qu'il était le maître du pays car il était son chef militaire. Cette affirmation illustre bien pourquoi Haïti n'a pas besoin d'une armée.

Celle-ci avait été abolie il y a neuf ans pendant la transition démocratique.

Historiquement, l'armée avait été l'outil des régimes autoritaires haïtiens pour priver la population de ses droits fondamentaux. Les Haïtiens ont été terrorisés par la violence des militaires. À la fin des années 80, l'armée absorbait 40 % du budget national alors que la population était durement touchée par le sida et la famine. Le coup d'État de 1991 contre Aristide a été la preuve définitive du rôle prédateur de l'armée.

En 1994, l'armée fut réduite à 1500 membres, mais elle continuait à rester une

menace. **Jean-Bertrand Aristide** m'a affirmé qu'il hésitait à suivre mon conseil de la dissoudre car il ne savait pas s'il serait soutenu par la population. Il s'y décida cependant en 1995 après qu'un sondage démontre que 62 % de la population y était favorable et que seul 12 % s'y opposait. En 1995, il était fier de m'annoncer qu'il ne restait plus de l'armée que sa fanfare.

Après cette décision de dissoudre l'armée, il fallait désarmer la population, mais cela nécessitait une aide internationale qu'Haïti ne reçut jamais. Après les élections controversées de 2000, Haïti fut même privé de toute aide internationale, ce qui plongea le pays dans la ruine. Finalement, subissant les attaques de rebelles basés en République dominicaine, Aristide créa ses propres gangs qui s'attaquèrent vite aux manifestants pacifiques et aux étudiants. Haïti n'a pas besoin d'une armée, mais d'une police dépolitisée. Ce n'est pas une utopie et le Costa Rica en est la preuve depuis 56 ans. Toutefois, aucun président ne peut dissoudre son armée seul. Dans le cas d'Haïti, non seulement le président n'a pas reçu d'aide, mais en plus les escadrons de la mort ont été soutenus par la France et les États-Unis. Si la communauté internationale aide les rebelles à restaurer l'armée, cela détruira les bases de paix et d'auto-gouvernement mis en place par les Haïtiens.

Javier Marías



Javier Marías est romancier et éditorialiste pour l'édition hebdomadaire d'*El País*.

« Un autre midi silencieux à Madrid »

Source : New York Times

Référence : « Another Silent Noon in Madrid », par Javier Marías, *New York Times*, 12 mars 2004. Cet article est également paru dans *El País*, *La Repubblica* et le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Les attentats terroristes ont presque toujours lieu le matin. S'il s'avère que c'est l'un des suspects habituels, l'ETA ou Al Qaïda, qui est derrière l'attentat à la bombe de Madrid, ils ont frappé à l'heure habituelle. L'Espagne a également développé une réponse coutumière aux attentats : à midi, dans tout le pays, les responsables politiques se placent devant leurs bâtiments et, rejoints par tous ceux qui le veulent, ils respectent une ou deux minutes de silence. C'est en assistant à ces rassemblements que j'ai appris ce qui s'était passé hier matin à Madrid.

Dix bombes ont explosé dans trois gares de Madrid au moment où il y avait le plus de monde. C'est l'attaque terroriste la plus sanglante de l'histoire de l'Espagne et elle a lieu quelques jours avant les élections, des élections où tout ceux qui ont connu le régime de Franco iront voter même si nous n'aimons pas les partis qui se présentent. Finalement, nous découvrirons quel groupe se cache derrière cette atrocité et même si l'ETA n'y est pour rien, cet attentat nous rappelle que l'Espagne est passée d'une dictature à une autre.

Sous Franco, la répression n'était pas plus forte dans le pays basque que dans le reste du pays et elle était même surtout développée à Madrid en raison de la proximité du pouvoir central. Sous ce régime, l'ETA pouvait passer pour un groupe résistant. Aujourd'hui, le pays basque n'est plus opprimé et jouit même d'une forte autonomie, mais les membres de l'ETA n'ont pas cessé la lutte et ils

frappent l'Espagne n'importe où, plus particulièrement Madrid. Avec le temps, l'ETA s'auto dissoudra comme tous les groupes terroristes et il y aura alors vraisemblablement une amnistie pour ses membres emprisonnés. Les Espagnols y consentiront sans doute, mais nous ne leur pardonnerons jamais.

Ester Dominici, Vincenzo Innocenti, Barbara Meazzi, Enzo Morreale, Enzo Pezzuti, Gilda Piersanti

Ester Dominici est
bibliothécaire italienne

Vincenzo Innocenti est
éditeur italien.

Barbara Meazzi est maître
de conférences italienne
en littérature italienne à
l'université de Savoie.

Enzo Morreale est
fonctionnaire italien.

Enzo Pezzuti est
entrepreneur culturel
italien.

Gilda Piersanti est écrivain
italienne.

« L'Italie, une mémoire à vif »

Source : Libération

Référence : « L'Italie, une mémoire à vif », par Ester Dominici, Vincenzo Innocenti, Barbara Meazzi, Enzo Morreale, Enzo Pezzuti et Gilda Piersanti, *Libération*, 12 mars 2004.

Nous avons vécu en Italie pendant ces « années de plomb » qui font couler tant d'encre aujourd'hui et nous avons lutté pour une société plus juste et pour un État plus soucieux de l'égalité et de la liberté. Nous avons senti la même rage face aux dérapages et à la corruption dans l'exercice du pouvoir, mais nous n'avons jamais eu l'idée de prendre les armes et nous avons refusé le terrorisme. Nous avons également frémi de rage face à l'enlèvement d'Aldo Moro et à son exécution.

Aujourd'hui, nous voudrions dire à ceux qui ont fait le choix de la lutte armée durant les « années de plomb » qu'ils ne sont pas dépositaires des idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité et qu'ils n'ont pas le droit de parler au nom de toute une génération en évoquant une guerre civile qui n'eut souvent de civile que ses cibles. Nous n'oublions pas les meurtres commis contre des innocents. Ce qui nous peine et nous effraie aujourd'hui, en entendant le chœur qui s'est levé dans la presse française pour soutenir Cesare Battisti, est la piètre image de l'Italie et la méconnaissance de son histoire. Il existe une confusion totale entre le gouvernement actuel et les sentences rendues par une magistrature qui subit les attaques de **Silvio Berlusconi** et a fait preuve de son autonomie vis-à-vis des pouvoirs politique, économique et mafieux, parfois au prix de la vie de ses juges. L'Italie des années de plombs n'était pas le Chili de Pinochet, mais une démocratie, certes imparfaite, où émergeait une alternative de gauche démocratique avec son parti communiste. Les lois sur les repentis n'étaient pas des lois d'exceptions, mais des lois votées par un Parlement démocratique. Non, les années de plomb n'étaient pas celles de la Révolution française ni celles de la Commune de Paris, comme nous avons pu le lire dans la presse française, toujours prompte au romantisme quand il s'agit de luttes hors de ses frontières. Les années de plomb n'ont pas permis de sauver la démocratie, mais la démocratie a été sauvée malgré les années de plomb. La gauche italienne est indignée par les contresens français.

Robert Spencer



Robert Spencer est le directeur de Jihad Watch et l'auteur de *Onward Muslim Soldiers : How Jihad Still Threatens America and the West* et de *Islam Unveiled : Disturbing Questions About the World's Fastest Growing Faith*.

« Le jihad sur le sol états-unien »

Source : Washington Times

Référence : « Jihad on U.S. soil », par Robert Spencer, *Washington Times*, 12 mars 2004.

Alors que les médias concentrent leur attention sur l'histoire des « mariages » gay, le jihad se poursuit en Amérique.

Ainsi, le **FBI** et les Gardes côtes ont annoncé jeudi 11 mars qu'ils avaient arrêté neuf membres de la marine marchande accusés d'être liés à des groupes terroristes dans le cadre de l'opération *Drydock* visant à protéger les ports américains. Le même jour, trois membres du « réseau des jihadistes de Virginie » ont été condamnés pour conspiration : les trois hommes s'entraînaient au paintball dans l'espoir de combattre avec les Talibans. La même journée, un activiste étudiant musulman de l'université de l'Idaho était arrêté pour ses liens avec le Hamas : il avait participé à la construction d'un site internet appelant à donner de l'argent à cette organisation.

Mercredi 10 janvier, un Américain et un Pakistanais ont reconnu avoir vendu de l'héroïne et du hachisch aux États-Unis pour financer l'achat de missiles Stinger pour Al Qaïda. Le même jour, cinq musulmans ont été condamnés à Buffalo pour contrebande de cigarettes, les fonds servaient à financer le jihad. Ce même mercredi, un combattant jihadiste du Cachemire était arrêté aux États-Unis et l'armée annonçait qu'elle va traduire le Sergent Akbar, qui avait tiré sur ses officiers au Koweït avant la guerre en Irak, devant une cour martiale. La Société islamique de Boston est en train de construire une nouvelle mosquée qui sera l'une des plus grandes du pays avec le soutien du Cheik Youssef Abdullah al-Qaradawi qui avait justifié les attentats suicide contre les civils israéliens. Il sera intéressant de voir comment les médias vont parler de ces affaires à l'approche des élections.

Richard G. Lugar



Richard G. Lugar est sénateur républicain de l'Indiana et président de Commission des affaires étrangères du Sénat. Son nom reste associé à l'accord Nunn-Lugar de désarmement nucléaire

« Le nouveau gouvernement de Belgrade doit maintenir le cap »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Belgrade's new government should stay the course », par Richard G. Lugar, *International Herald Tribune*, 12 mars 2004.

Plus de deux mois après que les partis extrémistes eurent obtenu de bons résultats aux élections parlementaires, la Serbie est finalement parvenue à mettre en place un nouveau gouvernement regroupant les partis réformateurs et démocratiques autour de Vojislav Kostunica. Le gouvernement devra se tourner vers l'Occident sous peine de retomber dans l'isolation et l'idéologie de Milosevic.

Il faudrait que ce gouvernement fasse un pas dans la bonne direction en

avec la Russie.

demandant à adhérer à l'Union européenne, au partenariat pour la paix de l'OTAN et à l'OMC. Les États-Unis doivent s'impliquer dans la réforme de la Serbie afin qu'elle ne soit plus une menace pour la stabilité de l'Europe et qu'elle ne requiert plus la présence des troupes de l'OTAN. Il faut surtout que la Serbie coopère avec le Tribunal criminel international sur l'ex-Yougoslavie et le Premier ministre a eu tort de déclarer que l'extradition des accusés vers ce tribunal n'était pas sa priorité.

Le nouveau gouvernement devrait s'appuyer sur les solides fondations mises en place par le gouvernement précédent et les États-Unis doivent l'aider. L'année dernière ; **George W. Bush** a levé les sanctions économiques contre la Serbie. Les États-Unis ont déjà affirmé qu'ils soutiendraient l'adhésion de la Serbie au partenariat pour la paix de l'OTAN si elle extradait Ratko Mladic. Le pays ferait également un grand pas vers l'intégration au système euro-atlantique en cessant de faire obstruction au nouveau statut du Kosovo

Fouad Sadek Mufti

Fouad Sadek Mufti est l'ancien ambassadeur saoudien au Liban.

« Oui a à un "Grand Moyen-Orient" ... mais construit localement »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Yes To A "Greater Middle East"... But Made Locally », par Fouad Sadek Mufti, *Dar Al-Hayat*, 12 mars 2004.

Le monde arabo-musulman fait aujourd'hui face à un obscur programme de réforme des Américains qui devraient transformer les domaines politique, économique, social et culturel dans le sens souhaité par les États-Unis. Il n'est plus acceptable de nous faire dicter des projets et il faut que le monde arabo-musulman démontre au monde qu'il est lui-même capable de répondre aux aspirations de développement, de progrès et de stabilité de sa population.

La fin de la Guerre froide a entraîné un bouleversement des relations internationales qui a transformé les relations Nord-Sud. Après la Seconde Guerre mondiale, trois blocs ont dominé le monde : le bloc soviétique, le bloc occidental et les pays du Sud qui ont tenté de s'organiser pour faire face aux pressions et au pillage de leurs richesses. L'établissement de l'entité sioniste au cœur de la nation arabe est la preuve de l'existence d'une politique visant à empêcher l'émergence d'un géant arabe.

Aujourd'hui, le monde est divisé entre le Nord, regroupant l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon, l'Australie et d'autres pays et le Sud qui regroupe le reste du monde. Le seul choix intelligent pour le pays du « Second monde » est de développer la coopération et la solidarité entre eux pour améliorer la vie de leurs habitants et éviter le pillage.

Bathsheba Crocker

Bathsheba Crocker est une ancienne responsable du département d'État. Elle co-dirige le Post-Conflict Reconstruction Project au Center for Strategic and International Studies et c'est dans ce cadre qu'elle a mené une étude sur la reconstruction irakienne durant l'été 2003 à la demande du département de la Défense.

« La nouvelle constitution de l'Irak a bien avancé, mais a encore des défauts »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iraq's New Constitution Goes a Long Way but Still Falls Short », par Bathsheba Crocker, *Los Angeles Times*, 12 mars 2004.

Le texte, adopté par les 25 membres du Conseil de gouvernement irakien n'est qu'une petite étape dans la reconstruction de l'Irak. La constitution transitoire accorde certes les droits fondamentaux aux Irakiens et prévoit l'élection d'une assemblée nationale constituante qui prendra ses fonctions en janvier, mais le texte comporte de nombreuses lacunes.

En effet, il ne dit rien du mode de désignation des membres du gouvernement irakien mis en place le 30 juin. En outre, la population n'a pas son mot à dire sur ce texte. Il ne traite pas des questions de sécurité, ni de la présence des troupes états-uniennes après le 30 juin, ni du transfert de souveraineté. Pour qu'il ait un réel impact, il faut clarifier ce qui se passera après le 30 juin et impliquer réellement les Irakiens dans le processus. Pour l'instant, le texte ressemble à un moyen de maintenir en place le Conseil de gouvernement irakien.

Aux États-Unis, la Maison-Blanche doit aussi travailler à la clarification de la situation en tranchant les différends et les conflits de responsabilités entre le **département d'État** et le **département de la Défense**. Il faut également faire un effort d'explication du texte aux Irakiens et les rassurer sur les questions de sécurité. Pour cela, il faut que les troupes états-uniennes travaillent avec les forces irakiennes car ces dernières ne sont pas encore en mesure d'assurer seules la sécurité du pays.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .